

Cela augmenterait la consommation et causerait beaucoup moins d'ennuis que d'acheter des aliments préparés.

Il serait plus logique, tout en prônant cette liberté que l'on perd tous les jours, d'augmenter les allocations familiales. En donnant directement de l'argent à ces familles, nous leur laisserions ce degré de liberté dont elles ont besoin dans l'administration de leur budget. Les familles connaissent leurs besoins; je ne crois pas que nous ayons besoin de l'État ou de divers organismes pour leur fournir des aliments, pour leur dire de quelles sortes d'aliments elles ont besoin.

Les mères de familles nombreuses sont assez intelligentes, en général, pour choisir ce dont elles ont besoin pour nourrir leurs enfants.

Monsieur le président, je le dis encore une fois: plusieurs familles canadiennes se privent; elles n'ont pas la nourriture voulue pour un sain développement. Nous savons que plusieurs familles sont obligées de se procurer des aliments peu coûteux qui, souvent, ne sont pas des plus recommandables pour l'être humain.

J'ai entendu dire, monsieur le président, il n'y a pas longtemps, qu'un père de famille s'était fait tuer. Je me suis demandé comment il était mort. On m'a dit: C'est parce qu'il a absorbé de la nourriture destinée aux animaux. Alors, il s'est mis à courir après les automobiles et il s'est fait tuer.

Il est anormal que des êtres humains soient obligés d'acheter de tels produits pour se nourrir, parce qu'ils n'ont pas le moyen d'acheter des aliments sains et nutritifs.

Vu que notre pays regorge de ressources, il incombe au gouvernement de trouver le moyen de satisfaire aux besoins des familles incapables de subvenir à leur subsistance. Par conséquent, dans un pays riche comme le nôtre, nous ne devrions pas admettre que des familles soient obligées d'acheter des aliments de qualité très inférieure, et pas nutritifs du tout.

Nous trouvons le moyen d'aider, par toutes sortes d'organismes, les pays étrangers, comme nous l'avons fait dernièrement, en envoyant des aliments au Pakistan. Je ne m'oppose pas à cela, car nous avons de tout en abondance. Mais nous pouvons certes, par les mêmes moyens, aider nos citoyens canadiens, nos familles canadiennes et leur permettre de se développer normalement.

Si nous manquions de richesses, ce serait une autre question. Mais tous les jours nous constatons que les cultivateurs ont de tout en abondance, parce qu'ils ne trouvent pas à vendre leur production ou parce qu'ils sont obligés de la vendre à un prix inférieur au prix coûtant. Nous assistons alors à une espèce de dépendance économique qui, en plus d'empêcher un grand nombre de cultivateurs de produire des aliments, les incite à abandonner la terre. Malgré cela, nos entrepôts et nos magasins regorgent de richesses immenses. Nous n'avons donc pas de raison de nous priver ou de laisser des familles se priver du nécessaire, quand nous possédons en abondance.

Si le pain manque sur les tables canadiennes, ce n'est pas à cause du manque de blé. Si ce n'est pas un problème de blé, ce n'est pas non plus un problème de viande, parce que nos cultivateurs en ont assez pour satisfaire aux besoins de nos familles canadiennes. Il en est de même pour ce qui a trait à la nourriture, aux vêtements et aux habitations.

On ne manque pas uniquement de nourriture. On manque aussi de logement. Tout cela s'ensuit. Nous devrions nous organiser pour semer la prospérité dans les familles, en distribuant l'abondance. C'est aussi simple que cela.

On demande depuis longtemps, monsieur le président, de trouver les moyens de distribuer l'abondance pour satisfaire à tous les besoins humains. Alors, il s'agit de mettre à la disposition des citoyens tous les surplus et l'abondance que nous possédons. Enfin, ce dont nous avons besoin au Canada, ce sont des consommateurs. Des citoyens se privent; nous en avons la preuve, et je félicite l'honorable député de Vancouver-Kingsway, qui a bien voulu proposer cet avis de motion pour nous faire étudier cette situation et nous faire prendre conscience des faits.

● (5.50 p.m.)

Plusieurs familles sont obligées de se priver. Tout ce dont nous pouvons avoir besoin existe en abondance. Alors, travaillons à distribuer l'abondance pour satisfaire à tous les besoins humains. Nous le pouvons, parce que nous avons tout ce qu'il faut, même au point de vue technologique. Nous avons également toutes sortes de belles organisations pour rendre service à la population.

**M. Marcel Lessard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur le président, je voudrais tout d'abord féliciter et remercier l'honorable député de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis) qui, par sa motion, nous donne, dans une certaine mesure, l'occasion de débattre une proposition qui a été mise de l'avant aux États-Unis en 1964.

L'honorable député de Vancouver-Kingsway voudrait obtenir un certain rapport sur une analyse qui aurait été faite au ministère de l'Agriculture du Canada, sur le programme d'aide à l'alimentation aux États-Unis. Bien sûr que l'honorable député comprendra facilement qu'il n'est pas possible, pour le gouvernement, d'acquiescer à sa demande, parce que lorsqu'un ministère entreprend de telles études, on doit avoir recours à des informations assez confidentielles dans certains cas. On doit également, lorsqu'on compile ces informations, procéder à des analyses, poser des hypothèses et même parfois critiquer certains aspects de la législation du pays où l'on a puisé ces renseignements.

S'il fallait rendre publiques les premières études faites sur un projet ou sur un problème donné, cela aurait pour effet de décourager toute initiative ou toute suggestion qui pourrait provenir de personnes qui n'osent pas, évidemment, trop se compromettre relativement à un problème comme celui de l'alimentation.

Au Canada, le problème de la sous-alimentation, auquel l'honorable député s'intéresse, n'est peut-être pas aussi crucial que celui qui existe aux États-Unis, et ce pour une raison bien simple: les mesures sociales, au Canada, se sont développées au cours des dernières années, au point où, aujourd'hui, à toutes fins pratiques, on peut dire que si les sommes d'argent mises à la disposition des familles, par le truchement de divers programmes sociaux, sont utilisées d'une façon vraiment rationnelle, personne ne devrait réellement souffrir de sous-alimentation.

Certaines gens peuvent souffrir de sous-alimentation, même si elles touchent un revenu de \$100 ou de \$200 par semaine, car tout dépend de la portion de ce revenu qu'elles voudront bien consacrer à l'achat d'aliments ap-